

ROYAUME DE BELGIQUE

-----

KONINKRIJK BELGIE

-----

AVIS 35.027/VR

DE LA SECTION DE LÉGISLATION  
DU CONSEIL D'ÉTAT

-----

ADVIES 35.027/VR

VAN DE AFDELING WETGEVING  
VAN DE RAAD VAN STATE

-----

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, chambres réunies saisi par le Ministre de l'Economie, le 6 mars 2003, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un avant-projet de loi "portant assentiment à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral et les Communautés relatif à l'affectation de 30 % du produit de la rémunération pour copie privée à la promotion de la création d'oeuvres sonores et audiovisuelles", a donné le 11 mars 2003 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, verenigde kamers op 6 maart 2003 door de Minister van Economie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat en de Gemeenschappen betreffende de aanwending van 30 % van de inkomsten uit de vergoeding voor de reproductie voor eigen gebruik ter aanmoediging van de schepping van geluidswerken en audiovisuele werken", heeft op 11 maart 2003 het volgende advies gegeven :

1. Conformément à l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la demande d'avis doit indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, l'urgence est motivée

"par le fait que l'accord de coopération n'entre en vigueur que le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel le dernier acte d'assentiment de cet accord de coopération sera entré en vigueur. En effet, la disposition de l'article 10 de l'Accord de coopération impose l'entrée en vigueur de l'Accord de coopération à une date commune aux trois Communautés et à l'Etat fédéral.

Par conséquent, la présente loi d'assentiment contient une disposition semblable. Ceci impliquera que les Communautés dépendront pour l'entrée en vigueur de l'Accord de coopération précité, de la procédure d'assentiment à suivre devant le Parlement fédéral. Les Chambres Législatives fédérales seront dissoutes le 7 avril 2003 en vue des élections nationales. Un vote rapide au Parlement fédéral s'impose. A défaut, les Communautés se verront privées d'un soutien financier important pour leur politique de promotion de la création d'oeuvres sonores et audiovisuelles".

\*

\* \*

2. Eu égard au bref délai qui lui est imparti pour rendre son avis, le Conseil d'Etat a dû se limiter à formuler les observations suivantes.

#### LA PORTEE DU PROJET

3. L'avant-projet de loi soumis pour avis entend porter assentiment à l'accord de coopération du 13 décembre 2002 entre l'Etat fédéral, la Communauté française, la Communauté flamande et la Communauté germanophone relatif à l'affectation de 30 % du produit de la rémunération pour copie privée à la promotion de la création d'oeuvres sonores et audiovisuelles.

.../...

4. Cet accord de coopération doit être lu à la lumière de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins.

L'article 55 de cette loi accorde aux auteurs, artistes-interprètes ou exécutants et aux producteurs de phonogrammes et d'oeuvres audiovisuelles le droit à une certaine rémunération pour la reproduction privée de leurs oeuvres et prestations. La rémunération est à la charge du fabricant, de l'importateur ou de l'acquéreur intracommunautaire de supports utilisables pour la reproduction d'oeuvres sonores et audiovisuelles ou d'appareils permettant cette reproduction. La rémunération est perçue et répartie par une société chargée de cette mission par le Roi <sup>(1)</sup>.

L'article 58, § 1<sup>er</sup>, de la loi dispose que la rémunération est attribuée, à raison d'un tiers, aux trois catégories citées (les auteurs, les artistes-interprètes ou exécutants ainsi que les producteurs de phonogrammes et d'oeuvres audiovisuelles).

En principe, la totalité du produit de la rémunération perçue auprès des fabricants, importateurs et acquéreurs est destinée aux trois catégories de bénéficiaires précitées. Toutefois, l'article 58, § 2, prévoit une possibilité de dérogation : 30 % du produit de la rémunération peuvent être affectés à la promotion de la création d'oeuvres, en vertu d'un accord de coopération conclu entre les communautés et l'Etat fédéral.

5. L'accord de coopération du 13 décembre 2002 pourvoit à l'exécution de cette disposition.

Chaque communauté s'engage à créer un fonds auquel est confiée la mission de répartir ou de redistribuer la part de la rémunération précitée qui lui revient. Chaque fonds sera chargé de promouvoir la création d'oeuvres sonores et audiovisuelles et devra pouvoir soutenir individuellement les auteurs, les artistes-interprètes ou exécutants et les producteurs de phonogrammes et d'oeuvres audiovisuelles.

---

<sup>(1)</sup> La société coopérative à responsabilité limitée "Auvibel" a été chargée de cette mission (arrêté royal du 21 janvier 1997 chargeant une société d'assurer la perception et la répartition des droits à rémunération pour copie privée).

La société de gestion des droits chargée de la perception et de la répartition de la rémunération répartit 30 % du produit de celle-ci entre les fonds, en appliquant la clé de répartition suivante : 1,4 % pour la Communauté germanophone, 59 % du montant restant (98,6 %) pour la Communauté flamande et 41 % du montant restant (98,6 %) pour la Communauté française.

Chaque communauté communique un rapport annuel donnant notamment un aperçu des projets financés au moyen des revenus qui lui ont été attribués.

#### LA COMPETENCE DE L'AUTORITE FEDERALE ET DES COMMUNAUTES

6. Selon l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VI, alinéa 5, 7°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, seule l'autorité fédérale est compétente pour la propriété intellectuelle. Les dispositions de la loi du 30 juin 1994, notamment celles concernant la rémunération des auteurs, des artistes-interprètes ou exécutants et des producteurs de phonogrammes et d'oeuvres audiovisuelles, ont été adoptées en vertu de cette compétence.

La promotion de la création d'oeuvres sonores et audiovisuelles doit être rattachée au domaine des beaux-arts. Sur la base de l'article 4, 3°, de la loi spéciale du 8 août 1980, cette matière relève de la compétence des communautés.

En l'occurrence, l'accord de coopération implique que l'autorité fédérale cède partiellement aux communautés le produit de la rémunération versée par les fabricants, les importateurs et les acquéreurs intracommunautaires de supports utilisables pour la reproduction d'oeuvres sonores et audiovisuelles ou d'appareils permettant cette reproduction.

7. Le Conseil d'Etat rappelle que les pouvoirs dont sont investis l'Etat fédéral, les communautés ou les régions, pour effectuer des dépenses dans le cadre de leur politique publique ou sous la forme de subventions octroyées à des institutions de droit public ou de droit privé, sont subordonnés à la compétence matérielle à laquelle ces moyens financiers sont affectés, sous la réserve des exceptions éventuelles prévues par

.../...

la Constitution ou la loi spéciale. Une autorité ne peut affecter des moyens financiers à des projets qui ne relèvent pas de ses compétences. En principe, le fait que pareille affectation fasse l'objet d'un accord de coopération n'y change rien : un accord de coopération ne peut avoir pour effet d'habiliter une autorité incompétente à financer des politiques échappant à son champ de compétence <sup>(2)</sup>.

Tel qu'il est rédigé, l'accord de coopération vise le transfert aux communautés de moyens financiers, perçus sur la base d'une réglementation fédérale, pour les attribuer à des projets qui relèvent des communautés. Ainsi, l'accord de coopération entend-il transférer certains moyens fédéraux aux communautés pour qu'elles puissent mener une politique dans une matière qui relève exclusivement de leur compétence.

Conformément à l'article 175, alinéa 1<sup>er</sup>, de la Constitution, un tel règlement ne peut être élaboré qu'au moyen d'une loi fédérale, adoptée à une majorité spéciale.

L'accord de coopération, tel qu'il est conçu, n'est donc pas conforme aux règles relatives aux compétences respectives de l'autorité fédérale et des communauté <sup>(3)</sup>.

---

<sup>(2)</sup> Voir, entre autres, l'avis 32.371/VR du 23 octobre 2001 concernant un projet qui est devenu la loi du 22 mars 2002 portant assentiment à l'accord de coopération du 11 octobre 2001 entre l'Etat fédéral, les Régions flamande, wallonne et de Bruxelles-Capitale relatif au plan d'investissement pluriannuel 2001-2012 de la S.N.C.B. (Doc. parl., Chambre, 2001-02, n° 50-1463/1, (9), 10-11).

<sup>(3)</sup> Cf. l'avis 32.123/3 du 30 octobre 2001 sur un avant-projet de loi portant assentiment à l'accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'exécution et au financement de l'assainissement du sol des stations-service (Doc. parl., Sénat, 2002-03, n° 2-1473/1, (66), 68).

8. Ce qui précède ne signifie pas qu'un accord de coopération relatif au financement de la promotion de la création d'oeuvres sonores et audiovisuelles serait impossible. Au contraire, comme le Conseil d'Etat l'a observé dans ses avis portant sur des amendements qui ont abouti à l'article 58 de la loi du 30 juin 1994, un accord de coopération peut effectivement concerner l'affectation de ressources perçues en exécution d'une loi fédérale à des fins de politique culturelle <sup>(4)</sup>. Il existe en effet un lien étroit entre la protection de la propriété intellectuelle et les beaux-arts : alors que les droits d'auteur appartiennent à l'auteur, à l'artiste-interprète ou exécutant ou au producteur ayant déjà créé une oeuvre, la promotion de la création d'oeuvres vise à accorder des subventions aux auteurs, artistes et producteurs afin de leur permettre de créer des oeuvres, lesquelles seront ensuite génératrices de droits d'auteur. Cette promotion de la création d'oeuvres présente d'ailleurs des aspects économiques, relevant de l'autorité fédérale au titre de ses compétences en matière de droits intellectuels, qui sont parallèles aux aspects strictement culturels relevant des communautés.

Toutefois, si, dans ses avis, la section de législation a fait état de la possibilité de conclure un accord de coopération pour affecter à des fins de politique culturelle les ressources générées en exécution de la disposition qui allait devenir l'article 58, § 2, de la loi précitée du 30 juin 1994, il va de soi que le recours à cet instrument doit se faire dans le respect de l'article 92bis, § 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 8 août 1980 et des principes qui gouvernent le système de répartition des compétences entre l'État, les communautés et les régions. Un accord de coopération n'est donc admissible qu'à la double condition que, d'une part, comme il vient d'être exposé, sous le n° 7, l'accord de coopération n'implique pas de transfert financier de l'autorité

---

<sup>(4)</sup> Avis 23.078/2 du 2 février 1994 (Doc. parl., Chambre, S.E. 1991-92, n° 473/27, p. 7); avis 23.137/2 du 23 février 1994 (Doc. parl., Chambre, S.E. 1991-92, n° 473/30, p. 3).

fédérale vers les communautés et que, d'autre part, il prévoit, conformément à l'article 92bis, § 1<sup>er</sup>, précité, "l'exercice conjoint de compétences propres" de l'autorité fédérale et des communautés et régions <sup>(5)</sup>.

Cela suppose, en l'espèce, que l'accord de coopération soit amendé sur deux points :

1°) Il doit viser à financer, par un apport de moyens provenant à la fois de l'Etat fédéral et des communautés, des projets relevant tant de l'autorité fédérale que des communautés <sup>(6)</sup>. Concrètement, cela signifie que ce n'est pas uniquement l'Etat fédéral qui doit fournir les moyens dont il dispose en exécution de l'article 58, § 2, de la loi précitée du 30 juin 1994, soit les 30 % du produit de la rémunération à la charge des fabricants, des importateurs et des acheteurs intracommunautaires, mais que les communautés doivent, elles aussi, contribuer de manière adéquate aux charges de la coopération <sup>(7)</sup>, dans le prolongement des compétences qu'elles entendent régler en commun avec les autres parties.

---

<sup>(5)</sup> Dans son avis 30.782/VR, donné le 28 février 2001, sur un projet d'arrêté royal "déterminant les fins d'utilité publique auxquelles est affectée une partie du bénéfice de la Loterie nationale", la section de législation du Conseil d'Etat a observé que l'Etat fédéral pourrait "conclure avec les collectivités fédérées un accord de coopération visant à la mise en commun de fonds en vue de financer des projets distincts qui les uns ressortissent à la compétence de l'Etat fédéral et les autres, à celle des collectivités fédérées, ou des projets communs qui, par certains de leurs aspects, relèvent de la compétence de l'Etat fédéral et par d'autres, de celle des collectivités fédérées. Mais il ne peut, en tout cas, financer, au moyen de ses fonds propres, des projets qui interviennent dans les matières qui sont exclusivement de la compétence des collectivités fédérées".

<sup>(6)</sup> Voir l'avis 31.341/VR sur un projet dont est issue la loi du 8 juillet 2001 modifiant la loi du 30 mars 1995 concernant les réseaux de distribution d'émissions de radiodiffusion et l'exercice d'activités de radiodiffusion dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale (Doc. parl., Chambre, 2000-01, n° 50-774/10, p. 6).

<sup>(7)</sup> Cette contribution ne doit pas nécessairement se présenter sous la seule forme de moyens strictement financiers; elle peut aussi prendre la forme de la mise à la disposition d'agents, d'infrastructures, etc., évaluables financièrement.

2°) Dans les mécanismes de coopération envisagés, l'autorité fédérale ne peut être privée de l'exercice de ses compétences au profit des communautés <sup>(8)</sup>. Il en résulte qu'il faut prévoir la création d'un organisme commun, dont la gestion doit être conçue en manière telle qu'y soient représentés tant les communautés que l'Etat fédéral, celui-ci agissant au titre de ses compétences en matière de propriété intellectuelle et de droits d'auteur. Cette instance aurait le pouvoir de décider, en fonction éventuellement de clés à fixer dans l'accord de coopération, de la répartition de l'ensemble des moyens apportés entre les projets pris en considération.

L'intervention de l'autorité fédérale dans les décisions de répartition se justifie également par ses compétences en matière biculturelle dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale (voir l'article 127, § 2, de la Constitution). Afin d'éviter toute discrimination, il faut en effet pouvoir promouvoir non seulement des projets relevant des communautés, mais aussi des projets de la compétence de l'autorité fédérale dans cette région; dans ce dernier cas, il pourrait notamment s'agir de projets relatifs aux beaux-arts, introduits individuellement par des auteurs, des artistes ou des producteurs de phonogrammes ou d'oeuvres audiovisuelles, résidant dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale ou par des institutions établies dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, qui, en raison de leurs activités, ne peuvent être réputées appartenir exclusivement à la Communauté française ou à la Communauté flamande <sup>(9)</sup>.

L'accord de coopération ne peut être approuvé dans sa forme actuelle. Il doit au contraire être revu à la lumière des observations qui précèdent.

#### OBSERVATION GENERALE

9. La compétence dont le Gouvernement fédéral dispose pour conclure un accord de coopération avec les communautés découle directement de l'article 92bis de la loi spéciale du 8 août 1980. Le législateur fédéral n'est pas tenu d'habiliter le Gouvernement fédéral à conclure pareil accord de coopération.

---

<sup>(8)</sup> Cour d'arbitrage, 3 mars 1994, n° 17/94, cons. B.5.3; voir not. l'avis 31.341/VR du 28 février 2001, précité, p. 8.

<sup>(9)</sup> Voir, ici aussi, l'avis 31.341/VR du 28 février 2001, p. 6.

Mieux vaudrait dès lors compléter le projet de loi fédéral par lequel les Chambres législatives fédérales porteront assentiment à un accord de coopération (amendé) en y insérant une disposition abrogeant l'article 58, § 2, de la loi du 30 juin 1994. En effet, cette disposition législative ne traduit qu'une déclaration d'intention du législateur fédéral, mais ne peut avoir d'effet contraignant, ni à l'égard de l'autorité fédérale, ni à l'égard des communautés.

-----

1. Volgens artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State moeten in de adviesaanvraag de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

Te dezen wordt het verzoek om spoedbehandeling als volgt gemotiveerd :

"par le fait que l'accord de coopération n'entre en vigueur que le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel le dernier acte d'assentiment de cet accord de coopération sera entré en vigueur. En effet, la disposition de l'article 10 de l'Accord de coopération impose l'entrée en vigueur de l'Accord de coopération à une date commune aux trois Communautés et à l'Etat fédéral.

Par conséquent, la présente loi d'assentiment contient une disposition semblable. Ceci impliquera que les Communautés dépendront pour l'entrée en vigueur de l'Accord de coopération précité, de la procédure d'assentiment à suivre devant le Parlement fédéral. Les Chambres Législatives fédérales seront dissoutes le 7 avril 2003 en vue des élections nationales. Un vote rapide au Parlement fédéral s'impose. A défaut, les Communautés se verront privées d'un soutien financier important pour leur politique de promotion de la création d'oeuvres sonores et audiovisuelles".

\*

\*      \*

2. Gelet op de korte termijn die hem voor het geven van zijn advies wordt geboden, heeft de Raad van State zich moeten beperken tot het maken van de hiernavolgende opmerkingen.

#### STREKKING VAN HET ONTWERP

3. Het voor advies voorgelegde voorontwerp van wet strekt tot de goedkeuring van het samenwerkingsakkoord van 13 december 2002 tussen de Federale Staat, de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de aanwending van 30 % van de inkomsten uit de vergoeding voor de reproductie voor eigen gebruik ter aanmoediging van de schepping van geluidswerken en audiovisuele werken.

.../...

4. Dit samenwerkingsakkoord moet gelezen worden in het licht van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten.

Artikel 55 van die wet voorziet in een recht van de auteurs, de uitvoerende kunstenaars en de producenten van fonogrammen en van audiovisuele werken op een bepaalde vergoeding voor de reproductie voor eigen gebruik van hun werken en prestaties. De vergoeding komt ten laste van de fabrikanten, de invoerders of de intracommunautaire aankopers van dragers die gebruikt kunnen worden voor het reproduceren van geluidswerken en audiovisuele werken en van apparaten waarmee de reproductie mogelijk wordt. De vergoeding wordt geïnd en verdeeld door een vennootschap die door de Koning met die opdracht wordt belast <sup>(1)</sup>.

Artikel 58, § 1, van die wet bepaalt dat de vergoeding, naar rata van een derde, aan de drie genoemde categorieën (auteurs, uitvoerende kunstenaars en producenten van fonogrammen en van audiovisuele werken) wordt toegewezen.

In beginsel gaat de hele opbrengst van de bij de fabrikanten, invoerders en aankopers geïnde vergoeding naar de drie voornoemde categorieën van begunstigden. Artikel 58, § 2, voorziet evenwel in een mogelijkheid tot afwijking : dertig procent van de opbrengst van de vergoeding kan, bij samenwerkingsakkoord te sluiten tussen de gemeenschappen en de federale Staat, bestemd worden ter aanmoediging van de schepping van werken.

5. Het samenwerkingsakkoord van 13 december 2002 voorziet in de uitvoering van die bepaling.

Elke gemeenschap verbindt zich ertoe om een fonds op te richten, waaraan de verdeling of de herverdeling van het haar toekomende deel van de voornoemde vergoeding wordt toevertrouwd. Elk fonds moet worden belast met de bevordering van de schepping van geluidswerken en audiovisuele werken, en moet individuele steun kunnen verlenen aan auteurs, uitvoerende kunstenaars en producenten van fonogrammen en audiovisuele werken.

---

<sup>(1)</sup> De coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid "Auvibel" is met de bedoelde opdracht belast (koninklijk besluit van 21 januari 1997 tot het belasten van een vennootschap met de inning en de verdeling van de vergoeding voor het kopiëren voor eigen gebruik).

De beheersvennootschap die belast is met de inning en de verdeling van de vergoeding, verdeelt 30 % van de inkomsten uit de vergoeding over de fondsen, volgens de volgende verdeelsleutel : 1,4 % voor de Duitstalige Gemeenschap, 59 % van de rest (98,6 %) voor de Vlaamse Gemeenschap en 41 % van de rest (98,6 %) voor de Franse Gemeenschap.

Jaarlijks deelt elke gemeenschap een verslag mee, waarin onder meer een overzicht wordt gegeven van de projecten die met de haar toegekende inkomsten zijn gefinancierd.

#### BEVOEGDHEID VAN DE FEDERALE OVERHEID EN VAN DE GEMEENSCHAPPEN

6. Volgens artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 7°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen is alleen de federale overheid bevoegd voor de intellectuele eigendom. De bepalingen van de wet van 30 juni 1994, onder meer in verband met de vergoeding voor auteurs, uitvoerende kunstenaars en producenten van fonogrammen en audiovisuele werken, zijn op grond van die bevoegdheid aangenomen.

De aanmoediging van de schepping van geluidswerken en audiovisuele werken dient gerekend te worden tot het domein van de schone kunsten. Op grond van artikel 4, 3°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 behoort die aangelegenheid tot de bevoegdheid van de gemeenschappen.

Te dezen komt de samenwerkingsovereenkomst erop neer dat de federale overheid aan de gemeenschappen een deel afstaat van de opbrengst van de vergoeding die betaald wordt door de fabrikanten, de invoerders of de intracommunautaire aankopers van dragers die gebruikt kunnen worden voor het reproduceren van geluidswerken en audiovisuele werken dan wel van apparaten waarmee de reproductie mogelijk wordt.

7. De Raad van State herinnert eraan dat de bevoegdheid van de federale Staat, de gemeenschappen of de gewesten om uitgaven te doen in het kader van hun overheidsbeleid of in de vorm van subsidies aan publiekrechtelijke of privaatrechtelijke

.../...

instellingen, afhankelijk is van de materiële bevoegdheid waartoe die geldmiddelen zijn bestemd, onder voorbehoud van eventuele uitzonderingen bepaald bij de Grondwet of de bijzondere wet. Een overheid kan geen financiële middelen besteden aan projecten waarvoor ze niet bevoegd is. Het feit dat een dergelijke besteding het voorwerp uitmaakt van een samenwerkingsakkoord, verandert hieraan in beginsel niets : een samenwerkingsakkoord mag immers niet tot gevolg hebben dat een onbevoegde overheid gemachtigd wordt om een beleid te financieren dat buiten haar bevoegdheid valt <sup>(2)</sup>.

Zoals het samenwerkingsakkoord is geredigeerd, beoogt het de overheveling van financiële middelen, geïnd op grond van een federale regeling, naar de gemeenschappen, voor besteding aan projecten die onder de gemeenschappen ressorteren. Aldus beoogt het samenwerkingsakkoord de overheveling van bepaalde federale middelen naar de gemeenschappen, opdat de gemeenschappen die middelen kunnen aanwenden voor het voeren van een beleid in een aangelegenheid die uitsluitend tot hun bevoegdheid behoort.

Een dergelijke regeling kan, overeenkomstig artikel 175, eerste lid, van de Grondwet, enkel worden uitgewerkt met een federale wet, aangenomen met een bijzondere meerderheid.

---

<sup>(2)</sup> Zie, onder meer, advies 32.371/VR van 23 oktober 2001 over een ontwerp dat geleid heeft tot de wet van 22 maart 2002 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 11 oktober 2001 tussen de federale Staat, het Vlaams, het Waals en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende het meerjarig investeringsplan 2001-2012 van de N.M.B.S. (Parl. St., Kamer, 2001-02, nr. 50-1463/1, (9), 10-11).

Zoals het samenwerkingsakkoord is opgesteld, strookt het dus niet met de regels inzake de respectieve bevoegdheden van de federale overheid en de gemeenschappen <sup>(3)</sup>.

8. Het voorgaande betekent niet dat een samenwerkingsakkoord in verband met de financiering van de aanmoediging van de schepping van geluidswerken en audiovisuele werken niet mogelijk zou zijn. Integendeel, zoals de Raad van State heeft opgemerkt in zijn adviezen over amendementen die geleid hebben tot artikel 58 van de wet van 30 juni 1994, kan een samenwerkingsakkoord wel degelijk betrekking hebben op de bestemming van middelen die ter uitvoering van een federale wet zijn geïnd voor bepaalde aspecten van het cultuurbeleid <sup>(4)</sup>. In werkelijkheid bestaat er een nauwe band tussen de bescherming van de intellectuele eigendom en de schone kunsten : terwijl het auteursrecht toekomt aan de auteur, de uitvoerende kunstenaar of de producent die reeds een werk gecreëerd heeft, strekt de aanmoediging van de schepping van werken tot het subsidiëren van auteurs, kunstenaars en producenten, opdat zij werken creëren, welke vervolgens tot het ontstaan van auteursrechten aanleiding zullen geven. De aanmoediging van de schepping van werken vertoont overigens economische aspecten, wat een bevoegdheid van de federale overheid is in het raam van haar bevoegdheden inzake intellectuele rechten, die gelijklopen met de strikt culturele aspecten ervan, waarvoor de gemeenschappen bevoegd zijn.

Hoewel de afdeling Wetgeving in haar adviezen gewag heeft gemaakt van de mogelijkheid om een samenwerkingsakkoord te sluiten teneinde middelen die verkregen zijn ter uitvoering van de bepaling die artikel 58, § 2, van de voormelde wet van 30 juni 1994 is geworden voor bepaalde aspecten van het cultuurbeleid te bestemmen, spreekt het echter vanzelf dat het sluiten van een samenwerkingsakkoord dient te geschieden met naleving van artikel 92bis, § 1, van de bijzondere wet van 8 augustus

---

<sup>(3)</sup> Cf. advies 32.123/3 van 30 oktober 2001 over een voorontwerp van wet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitvoering en de financiering van de bodemsanering van tankstations (Parl. St., Senaat, 2002-03, nr. 2-1473/1, (66), 68).

<sup>(4)</sup> Advies 23.078/2 van 2 februari 1994. (Parl. St., Kamer, B.Z. 1991-92, nr. 473/27, 7); advies 23.137/2 van 23 februari 1994 (Parl. St., Kamer, B.Z. 1991-92, nr. 473/30, 3).

1980 en van de beginselen die gelden voor de regeling van de verdeling van de bevoegdheden over de Staat, de gemeenschappen en de gewesten. Een samenwerkingsakkoord kan alleen worden aanvaard op voorwaarde dat, ten eerste, zoals hiervoren onder punt 7 is uiteengezet, dat samenwerkingsakkoord geen overdracht van financiële middelen van de federale overheid naar de gemeenschappen impliceert, en dat, ten tweede, dat akkoord overeenkomstig het voormelde artikel 92bis, § 1, voorziet in "het gezamenlijk uitoefenen van eigen bevoegdheden" door de federale overheid en de gemeenschappen en de gewesten <sup>(5)</sup>.

In casu impliceert zulks dat het samenwerkingsakkoord op twee punten moet worden gewijzigd :

1°) Het moet ertoe strekken om, via een inbreng van middelen door zowel de federale Staat als de gemeenschappen, projecten te financieren die zowel onder de federale overheid als onder de gemeenschappen ressorteren <sup>(6)</sup>. Concreet betekent dit dat niet alleen de federale Staat een inbreng dient te doen in de vorm van de middelen waarover hij beschikt door de uitvoering van artikel 58, § 2, van de voormelde wet van 30 juni 1994, zijnde 30 % van de opbrengst van de vergoeding ten laste van de

---

<sup>(5)</sup> De afdeling Wetgeving van de Raad van State heeft in advies 30.782/VR, dat ze op 28 februari 2001 heeft uitgebracht over een ontwerp van koninklijk besluit "tot bepaling van de doeleinden van openbaar nut waarvoor een deel van de winst van de Nationale Loterij wordt bestemd", erop gewezen dat de federale Staat "een samenwerkingsakkoord (zou) kunnen sluiten met de deelgebieden om geldmiddelen samen te brengen met het oog op de financiering ofwel van afzonderlijke projecten waarvan de ene vallen onder de bevoegdheid van de federale Staat en de andere onder die van de deelgebieden, ofwel van gemeenschappelijke projecten waarvan bepaalde aspecten vallen onder de bevoegdheid van de federale Staat en andere onder die van de deelgebieden. Maar hij mag met zijn eigen middelen hoe dan ook geen projecten financieren in aangelegenheden die uitsluitend tot de bevoegdheid van de deelgebieden behoren."

<sup>(6)</sup> Zie advies 31.341/VR, over een ontwerp dat geleid heeft tot de wet van 8 juli 2001 tot wijziging van de wet van 30 maart 1995 betreffende de netten voor distributie voor omroepuitzendingen en de uitoefening van televisieomroepactiviteiten in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad (Parl. St., Kamer, 2000-01, nr. 50-774/10, 6).

fabrikanten, de invoerders of de intracommunautaire aankopers, maar dat ook de gemeenschappen op passende wijze moeten bijdragen in de lasten van de samenwerking <sup>(7)</sup>, in het verlengde van de bevoegdheden die ze met de andere partijen gezamenlijk willen regelen.

2°) Door de in het vooruitzicht gestelde samenwerkingsmechanismen mag de uitoefening van bevoegdheden van de federale overheid niet aan de gemeenschappen worden overgedragen <sup>(8)</sup>. Dat heeft tot gevolg dat voorzien moet worden in de oprichting van een gemeenschappelijke instelling, waarvan de leiding aldus geconcipieerd is dat daarin zowel de gemeenschappen als de federale Staat vertegenwoordigd zijn, waarbij de federale Staat handelt op grond van zijn bevoegdheden inzake intellectuele eigendom en auteursrechten. Die instantie zou bevoegd zijn om, eventueel aan de hand van in het samenwerkingsakkoord vastgestelde verdeelsleutels, te beslissen hoe de ingebrachte middelen over de in aanmerking genomen projecten worden verdeeld.

Dat de federale overheid betrokken wordt bij de beslissingen tot verdeling van de middelen wordt eveneens gerechtvaardigd door haar bevoegdheid inzake biculturele aangelegenheden in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad (zie artikel 127, § 2, van de Grondwet). Teneinde elke vorm van discriminatie te voorkomen, zou het immers mogelijk moeten zijn om niet alleen projecten die onder deze of gene gemeenschap ressorteren aan te moedigen maar ook projecten waarvoor de federale overheid in dat tweetalig gebied bevoegd is; die laatste projecten zouden met name projecten kunnen zijn die, op het stuk van de schone kunsten, ingediend worden door individuele auteurs, kunstenaars of producenten van fonogrammen of audiovisuele werken, woonachtig in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, of door instellingen gevestigd in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad die, wegens hun activiteiten, niet geacht kunnen worden uitsluitend te behoren tot de Vlaamse of de Franse Gemeenschap <sup>(9)</sup>.

---

<sup>(7)</sup> Die bijdrage behoeft niet noodzakelijk alleen de vorm van strikt financiële middelen aan te nemen; ze kan ook bestaan uit het ter beschikking stellen van personeelsleden, infrastructuur, enz., die geacht kunnen worden een bepaalde financiële waarde te vertegenwoordigen.

<sup>(8)</sup> Arbitragehof, 3 maart 1994, nr. 17/94, overw. B.5.3. Zie inzonderheid het voormelde advies 31.341/VR van 28 februari 2001, blz. 8.

<sup>(9)</sup> Zie nogmaals advies 31.341/VR van 28 februari 2001, blz. 6.

Het samenwerkingsakkoord kan in zijn huidige vorm niet goedgekeurd worden. Het dient integendeel herzien te worden in het licht van de hiervoren gemaakte opmerkingen.

#### ALGEMENE OPMERKING

9. De bevoegdheid van de federale regering om met de gemeenschappen een samenwerkingsakkoord te sluiten, vloeit rechtstreeks voort uit artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980. De federale wetgever hoeft de federale regering niet te machtigen om een dergelijk samenwerkingsakkoord te sluiten <sup>(10)</sup>.

Het ontwerp van federale wet waarbij voorzien wordt in de instemming van de federale Wetgevende Kamers met een (gewijzigd) samenwerkingsakkoord, zou dan ook best aangevuld worden met een bepaling waarbij artikel 58, § 2, van de wet van 30 juni 1994 wordt opgeheven. Die wetsbepaling drukt immers slechts een intentieverklaring van de federale wetgever uit, maar kan geen bindend effect hebben, noch voor de federale overheid, noch voor de gemeenschappen.

-----

---

<sup>(10)</sup> Advies 31.341/VR van 28 februari 2001, blz. 6.

Les chambres réunies étaient composées de

De verenigde kamers waren samengesteld uit

Monsieur  
de Heer

W. DEROOVER,

premier président du Conseil d'Etat, président,  
eerste voorzitter van de Raad van State, voorzitter,

Madame  
Mevrouw

M.-L. WILLOT-THOMAS,

président de chambre,  
kamervoorzitter,

Messieurs  
de Heren

D. ALBRECHT,  
P. LEMMENS,  
P. LIÉNARDY,  
P. VANDERNOOT,

conseillers d'Etat,  
staatsraden,

H. COUSY,  
J. VELAERS,

assessereurs de la section de législation,  
assessoren van de afdeling wetgeving,

Mesdames  
Mevrouwen

F. LIEVENS,  
C. GIGOT,

greffiers,  
griffiers.

Les rapports ont été présentés par MM. A. LEFEBVRE et B. WEEKERS, auditeurs. Les notes du bureau de coordination ont été rédigées par MM. G. DE BLEECKERE, référendaire, et M. JOASSART, référendaire adjoint.

De verslagen werden uitgebracht door de HH. A. LEFEBVRE en B. WEEKERS, auditeurs. De nota's van het Coördinatiebureau werden opgesteld door de HH. G. DE BLEECKERE, referendaris, en M. JOASSART, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - LE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

W. DEROOVER